



Motion de synthèse Congrès de Paris (13 et 14 juin 2015)

La gauche républicaine – résister, transmettre, inventer

« La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître et c'est dans ce clair-obscur que naissent les monstres. »

A. Gramsci

30 ans après l'ouverture d'un cycle néo-libéral qui ne s'est jamais refermé, il faut se rendre à l'évidence : une génération tout entière de Français n'aura connu qu'un monde en crise perpétuelle, une « classe politique » impuissante, une gauche qui s'accommode de l'ordre libéral lorsqu'elle gouverne et une société française qui ne croit plus en son avenir.

La gauche actuellement au pouvoir avec François Hollande, avait l'opportunité d'inverser le cours de l'histoire en 2012, de faire « naître le nouveau ». Refusant de prendre la mesure du défi qui s'offrait à elle, elle ne s'est pas montrée à la hauteur de ces enjeux et doit aujourd'hui assumer son échec. Elle est confrontée à une double menace : son revers dans la lutte contre le chômage et l'effondrement de sa base politique et électorale.

La situation politique de la France combine de nombreux facteurs qui laissent apparaître une crise politique d'ampleur : impopularité du président de la République et de l'exécutif, absence d'alternative politique parmi les grands partis de gouvernement, remise en cause systématique des politiques publiques, défiance croissante à l'égard des institutions et négation de l'autorité de l'Etat, climat des affaires, renaissance d'un poujadisme diffus qui menace le consentement à l'impôt, montée inexorable des solutions démagogiques, hypertrophie de la fonction communicante du politique.

Les Français n'ont pourtant pas totalement cessé de croire en eux en tant que peuple. Le 11 janvier dernier, en reliant par la rue, République et Nation, ils l'ont à nouveau prouvé en ravivant le lien symbolique qui les unit, en dépit de toutes les menaces qui caractérisent notre époque.

I — Un monde polarisé et une Europe en voie de marginalisation

A — La mondialisation n'est ni heureuse, ni paisible

L'histoire connaît de grands renversements. De la "mondialisation heureuse", il ne reste aujourd'hui plus que la formule en guise de témoignage d'une époque révolue. La crise de 2008 a été présentée, avec un certain empressement, comme le signe de déclin d'un modèle : celui d'une mondialisation libérale poussant la concurrence entre zones économiques à son paroxysme, une mondialisation de la « guerre de tous contre tous » sous hégémonie culturelle américaine. Cette concurrence exacerbée, faisant la part belle à la rentabilité financière au détriment de l'économie de production et tirant les modèles sociaux vers le bas, est pourtant toujours d'actualité. A bien des égards, le capitalisme financier, prisonnier du court-termisme des marchés, a renforcé son emprise depuis 2007. Aujourd'hui, rien n'est réglé. Ce qu'on appelle paresseusement la crise n'est pas derrière nous mais devant.

Le modèle du capitalisme financier a remplacé le fordisme. La chaîne de valeur a été brisée. Des pans entiers de la production ont été délocalisés. Dans les pays anciennement industrialisés, les Etats ont été paupérisés et se sont endettés pour maintenir leur train de vie. Le pouvoir a été en partie transféré des Etats aux « investisseurs internationaux » et autres gestionnaires de fonds, ceux-ci accaparant la plus grande part des plus-values qu'ils réalisent sur les marchés financiers.

Le système financier mondialisé est devenu à lui même sa propre fin. C'est un système fou. L'axiome de base de ce système : « l'acquisition de la valeur par l'actionnaire » l'aveugle. La masse des capitaux en circulation comme celle des actifs bancaires sont sans rapport avec la production, de même que les transactions financières ne reflètent nullement les volumes des échanges commerciaux. Ce système, entièrement dominé par la finance, échappe toujours à toute régulation. Parallèlement, la Commission européenne a imposé partout le primat de la concurrence. Nous sommes donc à la merci d'une nouvelle crise financière.

La suprématie de la finance est la cause principale des inégalités partout croissantes : entre pays comme en leur sein. Ainsi, le continent africain qui compte près de 1,2 milliards d'habitants ne représentait en 2012 que 2,5% du PIB mondial (autant que le seul Canada). Au sein des sociétés, d'une part il y a les rentiers de la finance et de l'autre la masse qui vit de son travail, y compris les couches moyennes traditionnelles, progressivement laminées. L'instabilité demeure par ailleurs manifeste, comme en témoigne la forte volatilité du prix des matières premières. Plus inquiétant encore : aucune zone n'est en mesure de jouer le rôle de locomotive de l'économie mondiale.

La mondialisation libérale sous domination américaine n'est pas seulement le recul du politique et la montée des inégalités. C'est aussi l'« hystérisation » du monde et la perte de repères au sein des sociétés. Les hégémonies d'hier sont aujourd'hui contestées : la chute du bloc soviétique n'aura laissé qu'une décennie de champ libre aux Etats-Unis.

La première guerre du Golfe a ouvert un cycle de conflits de civilisation dans lequel les nations occidentales se sont enfermées dans leur volonté de domination aveugle au Proche et Moyen Orient. En participant activement à l'affaiblissement d'Etats et d'institutions nés de la décolonisation dans l'ensemble de la région, l'engrenage de l'ingérence atlantiste a provoqué le réveil d'identités religieuses radicalisées. Les printemps arabes ont laissé aujourd'hui la place à l'hiver du fondamentalisme sunnite. L'Irak, la Syrie et l'Egypte, trois nations qui sont au cœur de la civilisation arabe sont aujourd'hui effondrées ou fragilisées. La chute de régimes autoritaires mais laïcs a favorisé l'expansion galopante d'un islamisme belliqueux dans la région et au-delà : de la Libye jusqu'à l'Afrique sub-saharienne.

Face à ce phénomène, les alliés de l'empire américain radicalisent les positions : d'une part le double jeu des pétromonarchies de la péninsule arabique qui financent ici et là les mouvements salafistes armés tout en fournissant officiellement un appui diplomatique et économique aux Etats-Unis, d'autre part la réélection récente de Benyamin Netanyahu en Israël qui traduit pour l'heure l'impasse d'un processus de paix équilibré au proche Orient, malgré la reconnaissance de l'Etat palestinien par 134 nations dans le monde et son accès au statut d'Etat observateur aux Nations Unies en 2012.

Sur le continent eurasiatique, la montée de pays émergents en Extrême-Orient, la croissance démographique et économique de l'Inde et de la Chine et le réveil patriotique de la Russie de Vladimir Poutine, marginalisent de plus en plus une Europe qui s'est résignée à suivre la politique étrangère américaine. L'atlantisme s'est mué en « occidentalisme ». Face à ces nouveaux défis, les Etats-Unis cherchent à organiser autour d'eux le monde dit « occidental », comme si « l'Occident » n'était pas pluriel comme le sont aussi, entre eux, les pays « émergents ». L'instrumentation de la crise ukrainienne a aussi pour but de diviser notre continent, et d'en faire payer le prix aux pays européens. Cette vision manichéenne du monde est extrêmement dangereuse.

Ces tensions multiples entretiennent des rapports de forces à fortes composantes identitaires et religieuses, à l'intérieur même des nations européennes. Les attentats de début janvier 2015 qui ont meurtri notre pays, comme celui plus récent à Tunis, témoignent de l'extension et de la virulence aveugle des réseaux islamistes. La quête de sens et la désaffiliation patriotique en Europe conduit aujourd'hui plusieurs milliers de jeunes à partir au Moyen-Orient pour prendre part aux combats aux côtés de Daesh. Cette confusion des enjeux politiques, économiques et religieux entretient un climat de chaos auquel la République ne peut répondre que par l'affirmation d'une laïcité sans adjectif.

Le « monde multipolaire » s'apparente aujourd'hui à un désordre mondial dans lequel l'Europe et la France se laissent balloter.

B — L'Europe contre les peuples

L'Europe aspire-t-elle à être mieux qu'un vassal des USA et un simple relai du néo-libéralisme, au détriment de ses intérêts propres ? A-t-elle encore la capacité de se réformer alors qu'elle est aujourd'hui menacée de déclassement définitif ?

L'Union européenne n'est, certes, pas à un déni près, elle qui se construit depuis 30 ans sur une double hérésie économique et démocratique. De l'Acte unique de 1986 au TSCG de 2012, en passant par Maastricht, l'Europe a organisé son propre désarmement. Faisant du moins-disant normatif une doctrine, elle s'est ouverte à tous les vents de la mondialisation. Agrégeant des structures politiques et économiques divergentes au gré des élargissements, elle n'a jamais trouvé la cohérence suffisante à son efficacité : elle est aujourd'hui un nain géopolitique et le maillon faible de l'économie mondiale. Niant que la démocratie repose sur les peuples et donc sur les nations, elle s'est elle-même frappée d'illégitimité.

L'Europe, ou plus précisément la zone euro, est aujourd'hui la seule zone demeurée en panne depuis la crise financière de 2008 : avec une croissance en 2014 de 0,9%, la zone euro fait pâle figure à côté des Etats-Unis (2,8%), du Royaume-Uni (2,4%) et des pays dits émergents dont les taux de croissance affichent des résultats de +3% à + 5% et même + 7,5% ! Ce sont les pays qui partagent la monnaie unique européenne qui connaissent le chômage endémique de leur jeunesse où 23% des moins de 25 ans n'ont pas d'activité. Un chiffre qui, pour toute une génération, signifie « no future ».

L'euro, monnaie mal conçue, pensée sur le modèle du mark allemand, est l'échec le plus cinglant de cette construction coercitive. Cette monnaie unique procède d'une décision de nature politique visant à faire converger les économies européennes dans le but de construire un ensemble fédéral. Aujourd'hui, elle produit un triple phénomène qui menace sa viabilité même et qui contredit tous les objectifs pour lesquels elle a été pensée :

Là où ses promoteurs vantaient la monnaie unique comme un accélérateur de croissance, dans les faits le décrochage de la zone euro par rapport aux autres nations européennes fait de la monnaie unique un frein à la croissance de l'ordre de -0,5% à - 1%, et ce depuis son introduction.

L'euro est une machine à fabriquer de l'hétérogénéité au sein de la zone alors qu'elle avait été promue comme un élément de cohésion économique. La polarisation de la zone entre l'Europe hanséatique et l'Europe méditerranéenne en atteste : au sud, la baisse des taux d'intérêts a dopé le crédit tandis qu'au nord, une stratégie de dévaluation interne est adoptée dès le début des années 2000. La théorie de Paul Krugman se vérifie : le partage d'une même monnaie pousse les économies à se spécialiser et donc à développer des modèles de croissance qui s'éloignent les uns des autres.

L'euro est enfin un générateur de dumping social et salarial. L'harmonisation sociale n'a pas eu lieu et l'Europe sociale demeure une chimère. Dépourvu de capacité d'ajustement monétaire par la dévaluation externe, il reste comme levier de compétitivité la mise sous tension des salaires, l'allègement des cotisations, la flexibilisation du marché du travail. Au lieu que les phénomènes de concurrence interne se manifestent à travers le marché des changes, ce sont donc les agents et les modèles de production qui sont placés en concurrence directe, ne laissant ainsi pour seule perspective que la déflation salariale.

Force est de le constater : l'Europe d'après la crise est pire, bien pire que l'Europe d'avant la crise. Il faut assimiler ce fait, si déplaisant soit-il, si nous voulons affronter le réel.

La récente hausse du dollar qui permet de retrouver une parité monétaire avec un euro moins cher, conjuguée à la baisse du baril de pétrole et à la politique d'assouplissement quantitatif, offre un répit. Mais ce répit ne sera qu'un leurre sans une reconsidération en profondeur des vices originels de la monnaie européenne.

Cependant la reconquête de notre souveraineté ne saurait se réduire à la problématique monétaire. Pour importante qu'elle soit, la question de la monnaie unique n'est pas l'unique question. Elle l'est également par la politique budgétaire unique depuis l'adoption du TSCG en septembre 2012 et qui illustre ce jusqu'au-boutisme technocratique, en privant les parlements de leur pouvoir le plus élémentaire : celui du contrôle sur le budget national. Les gouvernements en sont

réduits à des comptes d'apothicaires et à des demandes sans cesse renouvelées d'indulgence auprès de la Commission européenne et de Berlin.

Les souverainetés sont aujourd'hui anémiées. Qu'importe l'épithète, que l'on parle de souveraineté nationale ou de souveraineté populaire, nous parlons peu ou prou de la même chose. C'est ce qui articule la puissance d'agir à la représentation démocratique : c'est l'héritage républicain de la Révolution française qui est en crise lorsqu'on parle aujourd'hui de crise politique. Le projet de transformation sociale et la prospérité en Europe sont au prix de la reconquête de notre souveraineté.

En liant les mains des gouvernements nationaux par les traités et en dépossédant les économies de marges de manoeuvres, les concepteurs de l'euro ont condamné les peuples européens à la stagnation économique dans le meilleur des cas, à l'austérité et à la récession dans le pire.

En bafouant ainsi la démocratie, cette Europe ne se fait pas seulement sans les peuples, elle se fait contre eux : 10 ans après le déni majeur du référendum, et alors que le traité transatlantique est actuellement négocié dans une opacité totale, la situation de la Grèce nous en offre une nouvelle illustration. En tentant de renverser la table, le peuple grec, par la voix du parti Syriza, s'est heurté aux conservatismes au pouvoir en Europe, à commencer par l'Allemagne, sous l'œil passif de la France. A gauche, les alternatives au social-libéralisme en Europe sont aujourd'hui confrontées à un point aveugle : il n'y a pas d'issue à l'austérité sans assumer une clarification sur la monnaie unique et ses effets.

Dans une crise mondiale durable, l'Europe telle que nous la connaissons, est à bout de souffle. Elle affaiblit plus qu'elle ne protège, renforce la fracture entre peuple et élites, inquiète plus qu'elle ne rassure. C'est donc toute l'architecture de la construction européenne qui mérite aujourd'hui d'être repensée en proposant une réécriture des traités européens, comme l'a proposé le MRC lors de sa Convention « Pour une autre Europe » en 2013 avec le projet de traité instituant une communauté des États européens, dont l'objectif majeur doit conduire à une véritable révolution démocratique.

En vingt ans, la France s'est défaite, par l'action de gouvernements de gauche comme de droite, de sa souveraineté monétaire (1992) puis de sa souveraineté budgétaire (2012). Dès lors, dépourvu de ces deux instruments essentiels de la politique économique, les majorités issues des élections sont réduites à conduire une politique aux contours trop semblables pour que les citoyens aient à l'esprit la réalité du clivage. C'est de cette indistinction que surgit la crise politique à travers l'obsolescence d'un clivage qui ne clive plus. Quelle bonne raison pourrait aujourd'hui convaincre les citoyens de se rendre aux urnes, dès lors que ce qui sort des urnes est dépourvu de puissance d'agir ?

C — La crise de la France

La France doute de sa capacité à faire face aux défis de notre époque.

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, la France est entrée dans une crise nationale de longue durée. Il faut y mettre un terme par un retour aux sources de la République : c'est là notre tâche. Il faut surmonter le doute profond que la France entretient sur elle-même. Le récit national au XX^e siècle, brisé par l'effondrement de 1940, est à reconstruire, comme l'avaient fort bien compris, après Michelet, les fondateurs de la III^e République pour résorber la césure qu'a représenté dans notre Histoire, le passage de l'Ancien Régime à la Révolution. La France doit retrouver la légitime fierté d'elle-même à travers un récit tout simplement véridique. Un peuple qui a perdu l'estime de soi ne peut plus continuer son Histoire.

Les Français expriment régulièrement leur souffrance et leurs angoisses.

Les classes populaires sont fortement touchées par le chômage, n'ont plus accès qu'à des emplois précaires et peu rémunérés. Les classes moyennes craignent que leurs enfants et leurs petits-enfants subissent un déclassement social aujourd'hui accentué. Cette insécurité économique et sociale a fait le lit, depuis plusieurs années, du repli identitaire nationaliste et de son pendant communautariste, avec pour conséquence la fracturation violente de la société. Ces classes populaires et moyennes sont divisées par des élites politiques, médiatiques et économiques qui profitent du marasme économique pour exacerber les différences entre les populations et les dresser les unes contre les autres.

La première difficulté est économique et sociale : sans protection face à la concurrence internationale, notre industrie s'est en grande partie évaporée, sans que le mirage d'une économie de services ne finisse par prendre corps. Le

chômage de masse est aujourd'hui une triste réalité auquel de nombreux économistes et politiques semblent s'être habitués. 5,3 millions de nos concitoyens sont aujourd'hui comptabilisés comme demandeurs d'emploi et rien ne laisse envisager une baisse de ce chiffre à court terme. La financiarisation de l'économie et la mise en concurrence de notre modèle social ont également contribué à fragiliser le monde du travail : les salaires stagnent dangereusement sous l'effet d'une répartition capital/travail qui n'a jamais été aussi favorable au premier.

Le recul net des services publics, sous injonction européenne de la réduction de la dépense publique, renforce ce sentiment d'abandon des classes populaires et favorise l'émergence d'une défiance verticale : perte de confiance dans le système redistributif, et son canal principal, l'impôt, mais également dans un pilier majeur de notre République, l'École.

Réflexe face à la perte de repères culturels dans la mondialisation et face à une société mouvante, une défiance horizontale se dessine. Elle est caractérisée par le repli sur soi, une atomisation progressive de la société et une résurgence des identités, notamment religieuses. Tourner le dos à tout ce que la France a donné au monde, nous condamner au déclin, à la violence sociale et politique, sortir de l'histoire : ce chemin-là c'est l'éternel choix de l'extrême droite et il mène à l'enfer de la servitude.

C'est, en somme, un triple échec que sanctionne le peuple : la succession de reniements, l'impuissance à infléchir le cours des choses dans la mondialisation et en Europe ainsi que l'incapacité à construire un récit collectif porteur d'espoir.

C'est au regard de ces déceptions successives et de ces souffrances qu'il faut interpréter l'abstention massive et la montée du Front national qui structurent notre vie politique. Dans ce qui constitue un échec pour tout républicain, la gauche ne peut s'exonérer de ses responsabilités. La crise est le produit des choix faits depuis 1983 avec l'ouverture de « la parenthèse libérale », la monnaie unique en 1992, le rejet du choix du peuple français lors du référendum de 2005 et enfin le traité européen TSCG. La poursuite de la même politique conduira à nouveau à l'échec.

En France, l'irrésistible ascension du Front national est d'abord un symptôme. L'abandon de la question nationale par les forces politiques qui en sont historiquement légataires est lourd de danger. Le peuple s'empare désormais du bulletin FN comme d'un vote révolutionnaire contre le système : il y a une dimension de vengeance dans son vote en faveur du Front national. Comment s'en étonner, dès lors que la gauche a progressivement abandonné les symboles révolutionnaires (le drapeau, la Marseillaise) au parti d'extrême droite ?

Ce phénomène traduit aussi une rupture au sein de la Nation entre les villes monde et la vingtaine de grandes métropoles qui concentrent capitaux, investissements publics et attractivité démographique d'une part, et les espaces périphériques marginalisés, composés du réseau dense de petites et moyennes villes à forte tradition industrielle et des espaces ruraux d'autre part. D'un côté les classes « rieuses » des faubourgs qui sont les grandes bénéficiaires de la mondialisation, de l'autre les classes laborieuses qui n'ont que leur travail pour vivre (lorsqu'elles en ont un) et qui sont les grandes oubliées en termes d'aménagement du territoire. D'un côté, la profusion de services, l'innovation et la saturation du secteur tertiaire, de l'autre l'érosion de l'industrie et la désertification des services publics.

Le vote FN a donc muté : il n'exprime plus exclusivement, ni même majoritairement, le repli identitaire comme c'était le cas dans les années 80. Le discours antiraciste a trouvé ses limites en se focalisant sur les symptômes et sans jamais traiter les causes sociales : le déclassement, l'abandon des couches populaires et le chômage de masse. Les tensions internationales et l'humiliation permanente du monde arabo-musulman depuis la fin de la seconde guerre mondiale sont venues se greffer sur la question sociale qui demeure le cœur du défi auquel la gauche est aujourd'hui confrontée.

Le phénomène de transfert du vote de gauche vers le vote FN n'a plus rien de marginal. Il convient donc de mesurer ce péril en comprenant d'abord ce à quoi il renvoie. L'indignation contre le Front National ne suffit pas, elle conduit à se constituer un ennemi commode sur lequel tout le monde s'accorde en esquivant soigneusement le débat de fond. Fort de sa lucidité rétrospective, le MRC est parmi les plus légitimes pour combattre les mensonges éhontés du Front National. Quelle crédibilité peut avoir ce parti xénophobe et raciste qui est passé du libéralisme le plus échevelé, au social-nationalisme le plus démagogique ?

II — La gauche au milieu du gué

A — Du projet de changement au changement de projet

L'élection de François Hollande s'est construite principalement sur le rejet de son prédécesseur. Le discours du Bourget, point d'orgue de la campagne, a été largement dévoyé. Renégocier le TSCG, réformer le système bancaire, réformer le système fiscal, redonner sa force à l'État, lutter contre la finance : les engagements du candidat sont autant de renoncements du président élu.

François Hollande n'a pas engagé au lendemain de son élection, un rapport de force avec l'Allemagne pour faire de la France le porte-voix des nations qui aspirent à une réorientation de l'Union européenne. Dès lors, de ce premier renoncement qui a conduit à la signature en l'état du TSCG, découlent les renoncements successifs de la gauche aux responsabilités. François Hollande s'est mis à la remorque des tenants de l'austérité, en cherchant à en limiter les effets pour la France, et s'est condamné à commenter tous les mois le bulletin de mauvaises nouvelles venant du front économique.

La politique menée depuis 2012 est la conséquence logique de ce péché originel et constitue l'exact contraire du projet ambitieux dont la France a besoin. La gauche en est réduite à « acheter du temps » en parlant à Bruxelles et Berlin plutôt qu'au peuple français et à garder les yeux sur les chiffres du déficit plutôt que ceux de la croissance.

Condamnés par la Commission et l'Allemagne au respect des règles des 3 %, avant de se résigner à sortir sur la pointe des pieds de la trajectoire, les gouvernements Ayrault et Valls ont appliqué sans discernement les objectifs de réduction de la dépense publique, oubliant trop vite qu'une application simultanée de plans de rigueur à l'échelle européenne entretenait la récession plus qu'elle n'aidait à en sortir. Trop pressés d'augmenter les recettes de l'État pour ne pas sortir des clous, ils ont augmenté successivement et « en biais » les prélèvements obligatoires sans lancer la réforme fiscale tant promise et ont donc fragilisé le consentement à l'impôt. Soucieux d'envoyer des signaux positifs aux entreprises, ils ont multiplié les aides et crédits d'impôts sans cibler les aides et sans exiger de contreparties ni créer les conditions plus globales de la reprise d'activité.

Plus que d'endosser l'ensemble de ces mesures exigées par la Commission, les gouvernements successifs ont fait de ce réformisme assumé un nouvel étendard. C'est à cette lumière qu'il faut lire la réforme « Macron », catalogue de « réformes structurelles » destiné à la Commission européenne, à laquelle nos députés se sont opposés à l'Assemblée, ainsi que les déclarations d'amour répétées du Premier Ministre à l'égard des entreprises. À la lutte contre les inégalités et à la préservation de la puissance publique semble être préféré un discours ouvertement social-libéral, brouillant les cartes, brisant les lignes de clivage au point d'en déstabiliser la droite. Il faut néanmoins prendre garde à ce que, dans ce grand jeu de rôle, ce ne soit pas la gauche qui y perde son âme. Dans un autre domaine, ce réformisme assumé débouche sur une réforme territoriale qui nous conduit à une décentralisation à géométrie variable aboutissant à une concentration des richesses dans les métropoles et accentuant ainsi la disparité entre territoires urbains et territoires ruraux.

La politique internationale de François Hollande, enfin, confirme le net recul constaté en la matière depuis dix ans. En se plaçant trop souvent dans la roue de l'OTAN, comme le montre la désastreuse position diplomatique française sur la guerre en Syrie, la France a perdu le fil de son engagement sur la scène internationale : une voix singulière, un positionnement indépendant et un engagement pour le respect des peuples. C'est par le dialogue apaisé avec la puissance russe, avec le régime syrien, avec les représentants israéliens et palestinien que la France contribuera à désamorcer les conflits qui menacent la stabilité internationale.

B — La gauche en échec dans les urnes

La traduction la plus évidente de ces échecs successifs est électorale : au travers des municipales, des européennes et des sénatoriales de 2014 ainsi que des départementales de mars 2015, les Français ont sanctionné sans appel la politique menée par le gouvernement. De ces scrutins, la gauche dans son ensemble sort laminée et perd les acquis de décennies de conquête politique, tandis que la forte abstention et la montée du Front national sont les réceptacles de la déception majeure du peuple français, et en particulier des classes populaires.

La cartographie est sans ambiguïté : l'électorat ouvrier ainsi que les jeunes de plus en plus précarisés ont déserté la gauche, notamment dans les zones les plus touchées par le chômage et le déclassement. À ces électeurs fragilisés et en demande de protection, la politique du gouvernement ne parle pas.

Enfin, ces résultats sont porteurs d'un enseignement supplémentaire : aucun parti alternatif ne bénéficie de l'échec de la gauche de gouvernement. C'est la gauche dans son ensemble qui est sanctionnée, que ses composantes soient membres ou non de la majorité. Ni les stratégies offensives développées par EELV et le Front de Gauche, ni celles de la connivence (PRG, MdP, Front démocrate) n'ont porté leurs fruits. C'est bel et bien la gauche entière qui est menacée par l'échec de 2017 qui s'annonce et dont les élections régionales constitueront un nouvel aperçu. Dans un tel contexte, le MRC ne doit pas se dérober devant ses responsabilités.

C – Un débat politique confisqué

Au lieu de chercher des solutions concrètes et de longue durée aux problèmes et difficultés des citoyens dans leur vie quotidienne, le système politique s'est davantage préoccupé de lui-même, dans un souci carriériste de ses membres. Le débat politique est largement confisqué par des appareils politiques tournant à vide, éloignés de leur mission première d'animer la pensée politique et le débat. Les postures symboliques et médiatiques ont remplacé les projets de société et l'éducation populaire. Les élections sont le théâtre d'alliances dépourvues de ligne directrice, ni fond programmatique. Alors que l'abstention atteint des scores jamais connus auparavant, les partis se disant « anti-système » récoltent des millions de suffrages. Les partis politiques dominants accentuent la fracture en se méfiant du peuple. Symbole de ce mépris du peuple : en 2008 les parlementaires ont approuvé un projet de traité européen, largement rejeté par référendum, brisant ainsi le principe même de la République. La fracture est confortée par les classes dirigeantes, qui asservissent les élus et tirent parti de l'étouffement de la démocratie.

D – Le peuple français ne renonce pas

Toutes celles et ceux qui vécurent la campagne du referendum sur le traité constitutionnel européen s'en souviennent. Moments intenses, militantisme exemplaire, intelligence collective, débats passionnants, soif de connaître et de comprendre de la part de nos concitoyens qui venaient massivement dans les réunions publiques, les meetings, les rencontres... Ce fut un très grand moment démocratique et la démonstration de la vitalité politique de notre pays. Elle doit rester une leçon pour l'avenir.

Si la fracture entre élites et peuple est indéniable, la solidité de notre socle républicain doit être une source d'espoir : la mobilisation historique du 11 janvier 2015 nous le prouve. Cible d'attaques terroristes frontales, le peuple français a répondu de la plus belle des manières : en faisant corps et en réaffirmant ses principes. Par sa mobilisation, la société française a montré sa capacité à produire elle-même du sens. Cette manifestation restera cependant lettre morte si les responsables politiques ne se saisissent pas du sens profond qu'elle revêt. La République n'est pas qu'une forme institutionnelle et ne se confond pas avec la démocratie. La République est tout autant une idée, une exigence, un contenu. La démocratie est compatible avec les inégalités sociales, le communautarisme et l'affaiblissement de l'Etat. Pas la République.

Or, « l'esprit du 11 janvier » a trop tendance à rester un slogan qu'on invoque en caution. Il n'est pas trop tard pour y répondre et en faire, plus qu'une rengaine, une des bases d'un projet pour la France et la République en vrai.

E – Des atouts décisifs pour aborder l'avenir

La crise n'est pas seulement un effondrement, c'est aussi le moment où peut s'organiser un sursaut, dès lors que les responsables politiques acceptent de procéder à une analyse sérieuse des causes et fassent l'effort de se situer du point de vue de l'intérêt supérieur du pays. En paraphrasant Balzac, nous affirmons que « dans les crises, la République se brise ou se bronze ».

La France dispose d'atouts réels pour se forger un destin : une conscience politique ancrée chez ses citoyens, fruit de sa longue histoire, une situation géographique avantageuse au cœur de l'Europe occidentale, un réseau étendu de villes moyennes appuyé sur une organisation administrative efficace bien que souvent décriée, qui permet au pays de garantir un aménagement du territoire de qualité.

La France dispose ensuite d'une démographie dynamique grâce à sa politique familiale : elle conditionne toute la question de la solidarité nationale, à commencer par l'équilibre des régimes sociaux, du système de retraite par répartition et de la fiscalité. Elle permet surtout de regarder l'avenir de façon moins pessimiste là où de nombreux pays européens sont confrontés au vieillissement avancé de leur population.

L'économie française, bien que lourdement pénalisée par l'effondrement de sa base industrielle (divisée par 3 en trente ans), bénéficie également de secteurs clés qui permettent de résister : réseau puissant de multinationales, économie du luxe, réserve de devises liées à son statut de première destination touristique mondiale, secteur agricole performant et ressources technologiques qui permettent à une industrie à forte valeur ajoutée de se maintenir (TGV, nucléaire, aéronautique et espace).

La qualité des services publics, bien que malmenés depuis de nombreuses années par le dogme de la concurrence, permet elle aussi au pays de conserver un pacte social souvent envié : école, petite enfance, solidarité intergénérationnelle, transports publics, services sociaux, infrastructures et réseaux, sont autant de facteurs d'attractivité pour le pays.

Face au chantage à la dette enfin, les Français dont le taux d'épargne demeure l'un des plus élevés de la planète, disposent d'une ressource qui mérite d'être mobilisée davantage afin de ne pas dépendre de la finance et de ses caprices.

La prise de conscience de ces atouts est une condition essentielle pour mobiliser la nation vers son redressement.

III — Le MRC : souverainiste engagé à gauche pour la réussite de la France

A - Un positionnement cohérent au service d'une stratégie d'affirmation

La question qui nous est posée déborde le champ politique partisan et les logiques d'appareils : comment relever en France une gauche qui soit en capacité de s'inscrire dans une logique de responsabilité et en même temps de résister à la déferlante libérale ? La conversion souverainiste de la gauche est devenue une impérieuse nécessité pour permettre à la République de retrouver sa mission de transformation sociale, et au peuple de reconquérir la maîtrise de son destin. C'est à cette tâche que le MRC doit se consacrer prioritairement.

Fidèle à son identité et à son histoire depuis le CERES, le Mouvement Républicain et Citoyen a soutenu François Hollande et s'est engagé en 2012 dans la majorité. Nous avons fait ce choix non par opportunisme mais parce qu'il est l'expression de ce que nous sommes, fondamentalement : souverainistes, républicains, progressistes et donc désireux de faire réussir la gauche au pouvoir. Jamais nous ne nous sommes dérobés lorsque l'opportunité nous a été donnée de contribuer à cette tâche ardue : les participations gouvernementales de Jean-Pierre Chevènement de 1981 à 2001 en attestent, la candidature présidentielle de 2002 puis les soutiens accordés aux élections présidentielles de 2007 et 2012 également.

C'est avec pour objectif de renforcer notre place dans le paysage politique et conscients de nos désaccords sur l'Europe que nous avons rejoint la campagne du candidat Hollande, après la candidature pédagogique de Jean-Pierre Chevènement et sur la base d'un accord signé entre le MRC et le Parti socialiste le 9 mars 2012, actant convergences et divergences.

En rejoignant le groupe majoritaire Socialiste, Républicain et Citoyen à l'Assemblée nationale, nos députés n'ont renoncé ni à leur liberté de parole, ni à leur liberté de vote, bien au contraire. Désapprouvant l'orientation prise par le quinquennat de François Hollande dès la signature du TSCG, nous avons eu l'occasion de les faire valoir à de nombreuses reprises : vote contre la ratification du traité, contre les programmes de stabilités présentés par le gouvernement avant transmission à Bruxelles, contre la loi métropole déstabilisant l'équilibre territorial, contre la loi de transition énergétique mettant en péril notre indépendance via la réduction de nos installations nucléaires, abstention sur les lois de programmation de finances publiques. Nos désaccords ont été vus et entendus, jusqu'au plus symbolique d'entre eux : nous n'avons pas accordé notre confiance au gouvernement Valls II à l'occasion de l'opération de « clarification de ligne politique » menée à la rentrée 2014.

Soyons réalistes : le MRC a souffert d'une longue traversée du désert et d'une diabolisation au lendemain du 21 avril 2002, à la fois injuste (car le candidat socialiste a montré qu'il était assez grand pour perdre tout seul), et révélatrice du déni de démocratie permanent, où se sont enfermés les défenseurs de la ligne « maastrichtienne » (Jacques Delors, 1992 : « Ou bien vous acceptez le traité ou bien vous cessez de faire de la politique »). Le MDC, après le CERES, a cherché à plusieurs reprises à infléchir la ligne du parti socialiste. Notre capacité d'influence a été grande au début du premier septennat de François Mitterrand, plus modeste sous Lionel Jospin. Celle du MRC est faible, voire inexistante sous François Hollande. Nous actons que les promesses de l'accord PS-MRC du 09 mars 2012 ne sont pas tenues.

Si la stratégie d'influence n'a pas porté ses fruits, celle-ci ne remet en rien en cause notre identité, ni l'acuité de nos analyses. Au contraire, les choix du pouvoir en place doivent nous pousser à chercher dès aujourd'hui les appuis nécessaires à une reconstruction de la gauche sur une base républicaine, souverainiste et sociale, sans prendre de décision prématurée ni se laisser guider par le rejet. Notre position centrale aujourd'hui est la condition de notre capacité d'action de demain. Rien ne serait pire que l'isolement et le repli sur soi.

Jamais dans ce quinquennat notre mot d'ordre n'aura été l'approbation de la soumission française face à l'Europe ni à une ligne social-libérale sapant les fondamentaux de notre modèle social et de la puissance publique.

Une remise en perspective doit nous permettre de tirer un certain nombre de conclusions.

- Tout d'abord, nous restons convaincus que la question européenne reste déterminante, qu'elle le sera de plus en plus.
- Les grands choix stratégiques et idéologiques de François Hollande rendent peu probable toute idée de renégociation significative des traités européens.
- Le « coup de force » de Lisbonne s'est également fait contre une grande partie de l'électorat socialiste mais aussi du RPR de l'époque (Jacques Chirac était Président en 2005) puis sarkozyste de l'UMP.
- Marine le Pen « républicanise et socialise » son discours pour attirer vers elle ces gros bataillons d'électeurs qui ont fait l'expérience de la non reconnaissance de leur vote dans leurs familles politiques d'origine.
- La rupture de 2005 (la non reconnaissance du vote des Français) est profonde, durable et porteuse de fracture au sein même de la Nation.
- La réaction du peuple, par réflexe, est de se recroqueviller pour se donner le sentiment de se protéger. De faire face à « l'insécurité culturelle », politique et sociale.

Devant ces quelques constats, des perspectives et des recompositions sont-elles envisageables ? Nous pensons que oui :

- A partir de la souveraineté nationale et populaire.
- A partir de l'articulation de la question sociale et de la question nationale.
- A partir d'une réflexion sur la laïcité et l'intégration.
- A partir de la redéfinition de notre rapport et de notre relation à la construction européenne dans son ensemble y compris dans sa dimension monétaire.
- A partir de l'analyse critique des structures internationales dans lesquelles nous sommes bien souvent enfermés. Notre place dans l'OTAN, la nature des traités en cours (TAFTA/TISA...), nos grandes orientations stratégiques, militaires et diplomatiques.

B - L'originalité de l'apport du MRC à la gauche et à la vie politique française

Deux principes majeurs guident notre engagement depuis vingt ans : l'exigence et la constance. Exigence de se mettre toujours à la hauteur des défis d'une part, constance de notre engagement et de nos idées de l'autre. Quelle ambition portons-nous, à l'heure où beaucoup se complaisent dans l'idée du déclin de notre pays ?

La République d'abord : nous voulons faire la République en actes et en vrai pour chaque Français. Loin des valeurs qui cachent des idées parfois antagonistes, nous tenons aux principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

Une autre Europe ensuite : plus que pour tout autre parti, se pose, à nos yeux, la question européenne. Depuis 1993 et la création du Mouvement des Citoyens, nous alertons les citoyens sur les dérives d'une « construction européenne » fondant les nations en des entités bureaucratiques au détriment des peuples et des souverainetés nationales. Aux antipodes de cette Europe technocratique et déracinée. Il faut imaginer autre chose : une « Europe européenne »,

confédérale et pouvant comporter certains transferts de compétences, dès lors que ceux-ci resteraient démocratiquement contrôlés.

Ces deux axes fondamentaux de notre projet convergent par la notion de souveraineté, qui doit être le cœur de notre message. Les Français, peuple politique, veulent être souverains. Souveraineté nationale, budgétaire, économique, culturelle, autant de déclinaisons qui permettent d'alimenter notre ambition pour notre nation.

C'est en articulant question sociale et question nationale que nous montrerons à la gauche internationaliste qu'il ne peut y avoir de République sociale sans le cadre de la nation et à la droite conservatrice que la nation ne peut être exclusive et qu'elle se nourrit de la diversité des Français rassemblés par la citoyenneté.

Face aux crispations souvent identitaires, aux divisions qui traversent la société, nous devons également reposer les bases d'une laïcité comprise et partagée par tous les citoyens : redire sans cesse que la laïcité n'est pas un rejet ou une stigmatisation, mais le meilleur moyen de bâtir un commun de citoyens ; faire que la laïcité habite de nouveau la sphère publique et ne soit plus victime de compromis. Le MRC oeuvre pour une intégration institutionnelle et politique de nos concitoyens de tradition musulmane au sein d'une nation française forte de son histoire républicaine. C'est par l'affirmation de la laïcité comme principe fondateur et des critères de naturalisation simplifiés que la France intégrera le mieux sans cristalliser des oppositions culturelles et religieuses. En liant la question sociale à la nation, nous devons renforcer ce qui nous rassemble en tant que peuple animé de principes fondateurs avec lesquels nous ne pouvons continuer de transiger.

Le sens de notre engagement consiste à reconstruire ce commun entre les Français : commun d'idéal, commun de volonté, commun d'avenir. Commun de la communauté des citoyens, par delà les différences ethniques, philosophiques et religieuses.

La reconstitution de la communauté des citoyens passe par la nécessité de renouer le pacte entre l'Ecole et la République aujourd'hui distendu.

Relever en même temps l'École de la République et la République elle-même permet d'ouvrir les portes de l'avenir à la jeunesse. On a souvent oublié en effet que la mission essentielle de l'Ecole est la transmission. Transmission des savoirs, car la République ne se fait pas avec des ignorants et des analphabètes. Elle a partie liée avec les valeurs de la connaissance. C'est ce que savaient « les hussards noirs » et qu'il faut réapprendre : la rigueur de la pensée s'exerce sur le socle de savoirs maîtrisés. Avant de prôner l'interdisciplinarité, il faut dominer les différentes disciplines ! Transmissions des valeurs ensuite : liberté de l'esprit ou si l'on préfère « esprit critique » (qui n'est pas l'esprit de critique) – laïcité qui implique confiance en la raison humaine mais nullement rejet de la religion – sens aigu de l'égalité qui ne veut pas dire égalitarisme mais chance donnée à chacun d'aller au bout de toutes ses possibilités – amour de la République qui est aussi l'amour de la France, de sa littérature, des « grandes œuvres », et de son Histoire. Il faudra rompre avec le récit national pénitentiel qu'on nous inflige depuis bientôt un demi-siècle, expliquer pourquoi, avec les ombres et les lumières de notre Histoire, on peut quand même être fier d'être français. Sinon, comment donner aux jeunes nés de l'immigration l'envie de s'intégrer ?

La République doit faire de la qualité de l'instruction et d'une formation initiale ambitieuse pour tous l'objectif prioritaire.

La République, c'est aussi et surtout l'Etat social hérité du CNR. Les services publics au premier rang desquels l'Ecole et l'Hôpital, comme la sécurité sociale, sont des conquêtes inestimables. Mais naturellement nous savons qu'il n'y a pas de protection sociale efficace sans une économie dynamique. Nous savons aussi le poids du vieillissement. C'est pourquoi nous réaffirmons notre attachement à la politique familiale.

Ce qui plombe la construction de logements et notamment de logements sociaux, c'est le prix du foncier. Donnons-nous les moyens de lutter contre la spéculation et de mettre davantage de terrains à bas prix à la disposition des organismes logeurs, de simplifier drastiquement les règles, d'organiser la mixité sociale. Une politique ambitieuse d'aménagement du territoire et des transports urbains peut aider à la solution de ce problème.

Bien entendu protection ne signifie pas assistanat. Notre système a besoin d'être rénové en permanence. Une question essentielle se pose : c'est celle de la jeunesse qui est loin d'être la première bénéficiaire de la protection de l'Etat social. Il n'y a pas de solution à ses problèmes en dehors de la formation et de l'emploi, lui-même dépendant de choix économiques. Seule une « autre politique » pourra lui ouvrir les portes de l'avenir

Enfin, notre ambition républicaine et souverainiste serait vaine si elle se tenait loin des réalités économiques et des bouleversements induits par la mondialisation. Dans ce tourbillon qui semble avoir emporté toute volonté politique, n'ayons pas peur d'affirmer le modèle économique auquel nous aspirons : celui dans lequel l'État a toute sa place en tant que régulateur, stratège, moteur du changement. Les idées de nationalisation, de service publics, de protectionnisme raisonné dans le cadre européen, de subvention et d'aides ne sont ni tabous ni à remiser au grenier, comme certains le souhaiteraient. Elles garantissent l'intérêt général. Ce n'est pas par toujours moins d'État, ni par l'obsession d'« assainissement » des finances publiques que nous sortirons de l'ornière.

Enfin, face à une financiarisation vorace, nous souhaitons également promouvoir un modèle économique qui rende au travail toute sa valeur et lui reconnaisse son pouvoir de levier décisif de la compétitivité par le développement des compétences, la recherche de nouvelles organisations, un dialogue social reconstruit, une présence accrue des salariés dans les lieux de décisions, une formation et une mobilité réellement accessibles à tous. Si dans certains secteurs le coût du travail peut poser un problème, l'avenir du système productif français dans son ensemble repose avant tout sur l'innovation, la différenciation, la commercialisation des produits, bref une compétitivité hors-prix fondée sur la montée en qualification des salariés. Notre réponse doit être de reconstruire, à la fois, la défense des salariés en tant que citoyens au travail, et la défense des entreprises contre leur spoliation par des actionnaires n'ayant aucun souci de l'intérêt général et de l'importance de l'économie réelle dans la vie d'un pays. C'est en dessinant les projets de transformation économique et sociale que la gauche porte historiquement qu'elle sera forte dans le débat et recueillera l'adhésion des Français.

C'est sur ces bases que nous devons dès aujourd'hui préparer la refondation d'une gauche républicaine et sociale, en ne faisant aucune impasse pour donner à la France la capacité de jouer plus grand, à l'intérieur comme à l'extérieur, grâce à son message universaliste.

IV — L'avenir du MRC passe par 2017

A – L'avenir du MRC et de son action

Nous ne pouvons pas non plus faire l'impasse sur les deux années qui viennent. En même temps que la recherche de dialogue, nous devons continuer de porter au sein de la majorité nos désaccords et notre projet pour redresser la France.

Il est également fondamental d'actualiser et de compléter notre programme politique. Si nous pouvons nous appuyer sur la solidité de nos analyses ainsi que sur le programme de salut public édité en 2010, nous ne serons audibles par les Français qu'en leur proposant des solutions concrètes et actuelles aux problèmes de notre société : la « République en vrai » passe par cela. C'est également ce programme qui constituera la base de discussions productives.

La vie interne de notre parti devra, enfin, être repensée pour développer le maillage du territoire et la mobilisation des militants, tant au niveau de l'organisation des instances que dans la dynamique de travail et de mobilisation en portant un effort particulier vers les fédérations défaillantes. Nous entendons associer pleinement les comités locaux du MRC à l'action du parti. C'est à ce prix que nous mettrons le MRC en marche pour ces échéances décisives.

Le MRC doit ainsi :

- s'impliquer dans les collectifs anti-TAFTA. Ses élus locaux doivent porter le débat au sein des assemblées locales où ils siègent. Le vote de motions anti-TAFTA, bien que symbolique, peut être un bon moyen de diffuser l'alerte sur ce traité qui détruira notre modèle social et économique
- retrouver l'esprit des clubs de réflexions propres à la France, notamment lors de la Révolution de 1789. Cela passe par l'implication de politiques au sein d'associations locales, aussi bien citoyennes que culturelles, afin de nourrir débat, clé de voûte d'un renouveau politique en France ;
- encourager les fédérations à soutenir les initiatives locales, notamment celles qui visent le rassemblement des citoyens, par exemple la tenue de référendums locaux lorsque les élus bafouent les intérêts de leurs administrés. La mission historique du MRC est d'amorcer le rassemblement des citoyens pour construire une alternative sociale et républicaine à la politique libérale en vigueur depuis 1983. Le congrès 2015 doit être décisif sur ce point.

B – Préparer 2017

Deux années nous séparent à présent de l'échéance majeure que constitue l'élection présidentielle de 2017. L'impasse sur ce moment phare de la vie politique française nous est interdite. La visibilité politique du MRC en dépend en grande partie. C'est l'enjeu de la reconstruction de la gauche qui se dessine dans la perspective plus large d'une véritable alternative républicaine. Elle vaut maintenant. Elle vaudra en 2017 et encore après. La reconquête républicaine, souverainiste et sociale de la France passe par la rencontre de ce projet avec le peuple français.

Seules deux options nous paraissent aujourd'hui possibles :

- Présenter notre propre candidature
- Soutenir une candidature alternative au social-libéralisme

L'action d'un parti politique suppose d'être en mesure de présenter à l'élection présidentielle son propre candidat, incarnation de son identité politique. Ne partons pas pessimistes : si nos moyens sont modestes, nous ne devons rien nous interdire et chercher également des moyens originaux de faire campagne (par les réseaux sociaux, d'autres formes de meeting, une communication tournée vers Internet, etc.) pour sortir des sentiers battus et renouer un lien avec les citoyens.

2017 sera sans aucun doute l'occasion d'interroger la pratique politique qui suscite aujourd'hui déception et rejet. Une telle candidature présente en outre l'intérêt majeur de fournir une tribune à notre discours sans être contraints à la concession. Mettant en lumière la justesse de nos analyses sur le temps long autant que leur actualité, elle nous offrirait l'occasion de faire émerger de nouvelles figures. Cette option ambitieuse implique de se mettre en position de candidature dès maintenant. Elle implique que chaque militant, chaque fédération et le MRC dans son entier soient pleinement mobilisés derrière cet objectif.

Les élections présidentielle et législatives de 2017 ainsi que la conviction avec laquelle nous porterons nos idées compteront pour beaucoup dans l'avenir du MRC. Une présence à ces scrutins est donc indispensable pour créer un véritable sursaut citoyen et une dynamique autour de notre projet.

Ce sursaut citoyen ne peut pas être pour le MRC qu'une lettre d'intention . Nous devons, dès maintenant, aller à la rencontre des citoyens, du monde associatif, des forces économiques et sociales, pour en créer les conditions. Il faut non seulement écouter, mais donner la parole aux acteurs de la société civile. Inlassablement, nous devons purger les démons inculqués par les médias et la classe politique (FN en tête ; mais aussi conspirationnistes comme Dieudonné et consorts), afin de permettre un débat politique sérieux et argumenté en France.

La reconquête de l'opinion publique ne doit pas être vue comme une démarche électorale, mais comme la diffusion de nos idées, de débats de fonds, d'implication dans la vie citoyenne locale, afin de permettre le rassemblement des Français autour de ce qui les unit, alors que les partis majoritaires concourent à leur division.

Sans renoncer à cet objectif prioritaire, nous avons le devoir d'être à l'écoute de l'évolution des rapports de force au sein de la gauche française. Nous voyons émerger depuis deux ans, au sein même de la majorité, des voix divergentes des orientations économiques et européennes du gouvernement, tandis qu'à notre gauche, la question de la souveraineté progresse.

En tout état de cause, le choix de 2017, crucial dans l'histoire de notre parti, ne pourra se faire sans la participation des adhérents. L'objectif fixé par le congrès de 2015 permettra au MRC de se préparer pour adopter son programme et désigner son candidat au premier trimestre 2016 à l'issue d'une consultation des adhérents. Les modalités et un calendrier en seront fixées par le Conseil National. Cela nécessitera une organisation exigeante, mais aussi de préparer des événements, la mobilisation de tous, afin de peser constamment lors des futurs débats.

Sans attendre, il convient de préparer la campagne des parrainages en y consacrant des moyens et d'explorer les conditions de convergences avec tous ceux qui aspirent à un autre chemin.

Dans l'hypothèse d'une candidature alternative, nous devons travailler pour construire un large rassemblement. Le point d'ancrage d'un rassemblement pour une alternative républicaine est à gauche. La gauche politique, celle des différentes composantes qui refusent l'orientation libérale en France comme en Europe, ainsi que les organisations syndicales et

l'ensemble des acteurs associatifs qui le souhaitent. Au-delà, nous nous adresserons aux républicains sincères pour qu'ils participent, s'ils le souhaitent, à ce rassemblement, au terme d'un dialogue approfondi.

Dès maintenant, il serait judicieux de créer des comités locaux de citoyens. Ces comités locaux citoyens, encouragés par notre parti, permettront de susciter le mouvement d'en bas à relier au mouvement d'en haut.

C'est le moment propice où nous pouvons débattre, insuffler des idées nouvelles. Mais c'est une élection qui demande, pour tous ceux souhaitant y jouer un rôle, de nombreux efforts dans la durée. Aussi, nous devons faire en sorte de palier à toute éventualité. Le travail fait par nos députés ces dernières années, mais aussi celui reconnu de Jean-Pierre Chevènement depuis plus de 40 ans, doit être valorisé. Et nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes pour le faire.

Au moment où les libéraux conservateurs s'habillent en « Républicains » et les socialistes se comportent comme des démocrates à l'américaine, et que l'extrême droite populiste est en crise identitaire, nous devons être les « Citoyens », porteurs de la reconstruction du pays après l'avoir libéré de son emprise néolibérale et financière sur les rouages économiques.

Réaffirmons le rôle du MRC : nouer dès maintenant et sans tarder les fils reliant les combats d'hier à ceux de demain, préparer la recomposition de la vie politique française autour d'une alternative républicaine et sociale. Nous avons cherché à construire cette alternative tout au long d'une « longue marche » de près de trois décennies. Celle-ci n'aura pas été vaine, si dans la période qui vient, nous savons nous transcender, au service de la République et de la France.

2012 n'a, en rien, entamé notre fidélité à nos valeurs : engagés pour la réussite de la gauche, nous avons pris nos responsabilités dans les difficultés et fait valoir nos nombreux désaccords. Autant que cela a été possible, nous avons tenté d'infléchir la conduite de la politique du pays sur l'Europe européenne et les défis républicains. Notre détermination à construire dès demain une gauche républicaine, souverainiste, sociale conditionne toute perspective de rassemblement plus large autour d'un programme de salut public pour une alternative à la hauteur de la gravité des enjeux qui se présentent à notre pays. Car nos idées ont un avenir.

« Il y aurait un moyen d'étonner l'univers. Ce serait de faire quelque chose de très neuf : la République, par exemple. »

G. Clemenceau

15 propositions pour mettre en œuvre la reconquête républicaine

PRODUIRE

- Actualiser et compléter le programme du MRC.
- Après la réussite de la première « rencontre du MRC » sur l'euro, nous devons poursuivre notre travail de discussions avec des intervenants qui vont aussi au-delà des représentants officiels de partis.
- En janvier dernier, le MRC a publié le premier numéro des « Essentiels du MRC » sur la question de la monnaie-commune. D'autres brochures sont en préparation pour diffuser nos analyses et nos propositions auprès de nos militants mais aussi à l'extérieur.

FORMER

- La direction aura la tâche d'encourager les jeunes et le comité jeunes dont l'activité a repris depuis quelques mois.
- Une modification des statuts lors du congrès doit permettre de reconnaître officiellement le comité jeunes au sein du MRC.
- Nous devons intensifier la formation idéologique et intellectuelle et la préparation à la prise de responsabilités et aux campagnes électorales pour faire émerger la révéle de nos idées sur le terrain.
- En lien avec l'Association Républicaine des Élus Citoyens et Apparentés (ARECA), nous devons accompagner l'action de nos élus et développer leurs compétences pour renforcer notre maillage territorial.
- Le MRC présentera des jeunes aux élections, à commencer par les régionales.

COMMUNIQUER

- Poursuivre le développement de notre communication, particulièrement avec les réseaux sociaux, pour toucher d'autres citoyens sensibles aux nouvelles façons de faire de la politique (sites des fédérations, e-Riposte, infographies, diffusion de nos positions et de tracts, etc.), constituer un réseau de sympathisants et appuyer la diffusion du travail de nos parlementaires.
- La direction devra engager une réflexion sur notre présence dans les médias et les moyens à mettre en œuvre pour la développer.
- Constitution d'un réseau interactif pour une communication interne verticale et horizontale.

CONSTRUIRE

- Nous devons multiplier les rencontres avec des personnalités politiques, dans la perspective des échéances à venir et de la reconstruction républicaine de la gauche.
- Dans la perspective des élections régionales de décembre, nous devons engager des discussions, en concertation avec les unions régionales, pour faire élire des conseillers régionaux MRC. Une stratégie à géographie variable doit permettre des accords avec nos partenaires ou d'encourager la constitution de listes citoyennes.

SIMPLIFIER

- Une modification des statuts pour simplifier notre organisation territoriale, la rendre plus efficace et encourager le militantisme de terrain.
- Le secrétariat national devra être resserré autour d'une équipe d'action.
- Création d'un bureau national.
- La direction devra réunir au moins deux fois par an une conférence des premiers secrétaires pour coordonner l'action politique et militante dans les fédérations.